

INDE

L'économie a accusé un ralentissement général et la croissance paraît devoir rester faible pendant un certain temps. Le déficit de la balance courante s'est réduit en raison d'un tassement des importations lié à une modération de la demande intérieure et à la baisse de la roupie. L'inflation s'est accélérée temporairement suite à des hausses des prix réglementés des produits pétroliers, mais elle devrait s'atténuer à mesure que le volant de capacités inutilisées s'accroît. Cela donnera une marge de manœuvre pour assouplir la politique monétaire, ce qui n'a pu être fait jusque-là en raison de la virulence persistante de l'inflation et du creusement du déficit budgétaire.

Les récentes mesures de libéralisation des investissements directs étrangers dans certains secteurs, notamment la distribution de détail et l'aviation, ont été bien accueillies par les milieux d'affaires et devraient favoriser une hausse de l'investissement et de la productivité à moyen terme. La situation budgétaire s'est dégradée, les recettes fiscales pâtissant du ralentissement conjoncturel tandis que les niveaux de dépenses prévus ont été dépassés. Des compressions de dépenses sont nécessaires pour limiter le dérapage budgétaire et empêcher que la confiance ne se dégrade davantage du fait de l'incertitude concernant la politique économique.

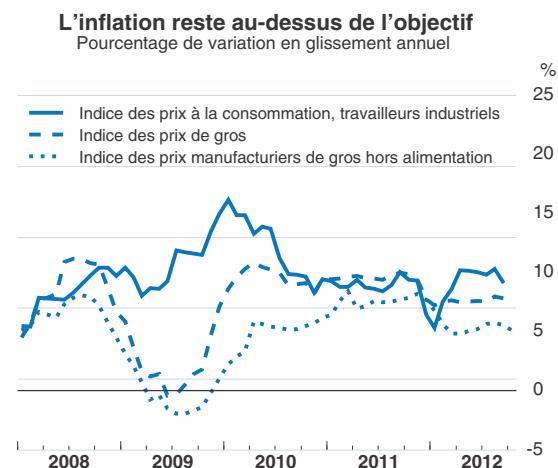
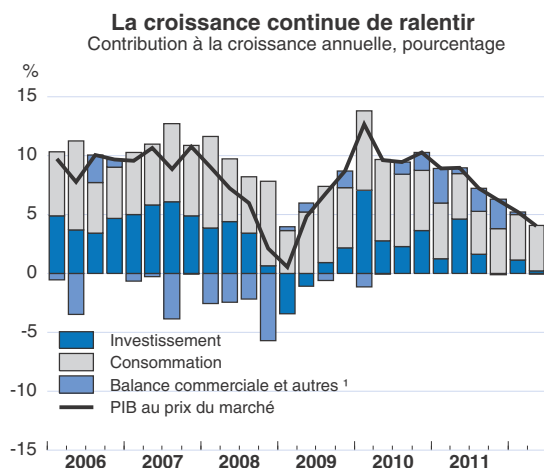
L'économie s'est sensiblement ralentie...

La croissance est inférieure au rythme tendanciel depuis un certain temps. L'investissement des entreprises et la production industrielle sont faibles, l'incertitude entourant la politique économique suscitant des doutes. Récemment, le ralentissement s'est généralisé avec un fléchissement de la consommation privée et une perte de vitesse des exportations due à la dégradation des conditions extérieures. Le tassement de la demande intérieure et la faiblesse de la roupie ont réduit les importations et donc le déficit de la balance courante.

... alors que l'inflation globale est restée élevée

Malgré la décélération de l'activité, l'inflation globale reste élevée, surtout si on la mesure par les prix à la consommation, le nouvel IPC national marquant une hausse de 9,8 % en glissement annuel en octobre.

Inde



1. « Autres » comprend l'écart statistique, les stocks et les biens de valeur.
Source : CEIC.


Inde : Indicateurs macroéconomiques

	2010	2011	2012	2013	2014
Croissance du PIB réel (prix du marché)	9.6	6.9	4.4	6.5	7.1
Déflateur du PIB ¹	8.5	8.0	8.2	7.0	6.2
Indice des prix à la consommation ²	10.4	8.4	10.0	7.7	6.6
Indice des prix de gros (WPI) ³	9.6	8.9	7.6	6.7	6.1
Taux d'intérêt à court terme ⁴	6.0	8.1	7.9	6.6	6.0
Taux d'intérêt à long terme ⁵	7.9	8.4	8.3	8.0	7.9
Solde budgétaire du gouvernement général ⁶	-6.9	-8.2	-8.5	-8.1	-7.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-2.7	-4.2	-3.2	-3.1	-3.2
<i>Pour mémoire : année calendaire</i>					
Croissance du PIB réel	10.5	7.8	4.5	5.9	7.0
Solde budgétaire du gouvernement général ⁶	-7.4	-7.9	-8.4	-8.3	-7.6

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en avril.

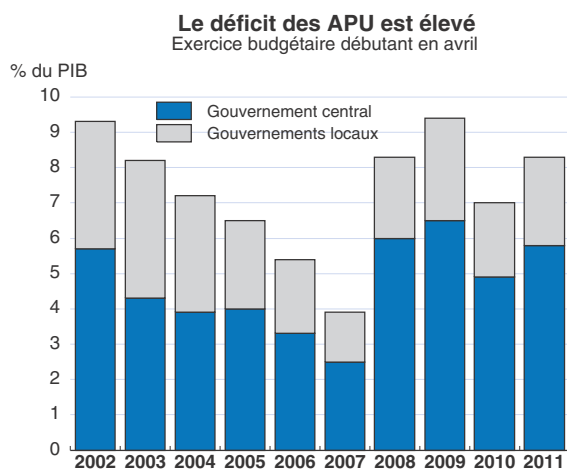
1. Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.
2. Moyenne pondérée des prix à la consommation pour travailleurs industriels, employés non-manuels et ouvriers agricoles.
3. Tous biens.
4. Taux de prise en pension de la Banque centrale d'Inde.
5. Bons du Trésor de dix ans.
6. Solde budgétaire brut des gouvernements centraux et locaux, prêts nets inclus, ainsi que les transferts aux compagnies pétrolières, d'alimentation et d'engrais et les allocations récurrentes de la Commission des salaires sans les rappels de salaires ni effacement de dettes pour les petits fermiers (% du PIB).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

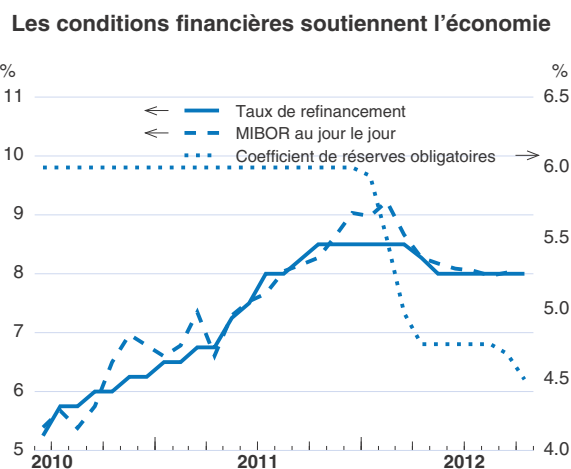
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932748251>


Parallèlement, les prix de gros ont augmenté de 7½ pour cent d'une année sur l'autre, ce qui est bien supérieur à la fourchette ciblée par la Banque centrale (RBI). La virulence récente de l'inflation s'explique en partie par un relèvement en septembre des prix réglementés du diesel, qui était nécessaire pour réduire les subventions et les pertes financières des sociétés publiques de commercialisation de produits pétroliers. Mais les tensions sous-jacentes sont peut-être moins fortes, avec un ralentissement des prix des produits manufacturés hors alimentation.

Inde



Source : CEIC.



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932746845>


Inde : Indicateurs extérieurs

	2010	2011	2012	2013	2014
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	384.6	455.5	451.8	514	590
Importations de biens et services	454.5	552.8	539.8	610	700
Balance commerciale	- 69.8	- 97.3	- 88.0	- 97	- 110
Solde des invisibles	23.8	19.3	29.3	32	35
Balance des opérations courantes	- 46.1	- 78.0	- 58.7	- 65	- 75
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	22.7	15.3	6.8	8.2	9.5
Importations de biens et services en volume	15.6	18.5	2.6	7.9	9.5
Résultats à l'exportation ¹	10.2	11.1	2.5	2.0	1.3

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en avril.

1. Rapport entre le volume des exportations et le marché à l'exportation pour les biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932748270>

Les finances publiques se sont affaiblies

On prévoit que, pendant l'exercice budgétaire 2012-13, les dépenses au titre des subventions dépasseront sensiblement la dotation budgétaire, tandis que les recettes fiscales et le produit des cessions d'actifs seront inférieurs aux prévisions en raison du manque de vigueur de l'économie. Le déficit des administrations publiques pourrait se creuser pour atteindre 8½ pour cent du PIB.

La situation financière s'est quelque peu améliorée récemment

La vigueur persistante de l'inflation a limité la marge d'assouplissement de la politique monétaire. Après avoir réduit le taux des prises en pension cette année, la Banque centrale l'a maintenu à un niveau relativement élevé de 8 %. En revanche, le coefficient de liquidité obligatoire a été de nouveau abaissé en septembre, de 25 points de base, ce qui a porté sa réduction totale cette année à 1.5 point. Cela a atténué la pression sur la liquidité et réduit les taux d'intérêt interbancaires. Les grandes banques commerciales ont abaissé légèrement les taux débiteurs, mais l'expansion du crédit reste faible. Les prix des actions et le climat du marché boursier ont été soutenus par les récentes mesures de libéralisation de l'investissement direct étranger dans des secteurs comme l'aviation et la petite distribution ainsi que par l'annonce d'une diminution des barrières à l'entrée dans d'autres domaines.

On s'attend à une modération de l'inflation globale...

La croissance semblant devoir rester modeste à court terme, il y aura davantage de capacités inutilisées. La conjonction de ce facteur et d'une stabilisation supposée du taux de change continuera d'atténuer les pressions inflationnistes. Dans ces conditions, les répercussions de la hausse des prix réglementés du diesel seront limitées et l'inflation se calmera petit à petit l'année prochaine et au-delà.

... et à une lente reprise de la croissance

La normalisation de la production agricole, après des pluies de mousson inférieures à la moyenne cet été, stimulera la croissance vers la fin de 2012 et sur les premiers mois de 2013. L'on s'attend aussi à un

redressement de l'investissement en réaction à une nouvelle amélioration des conditions financières, notamment un assouplissement de la politique monétaire rendu possible par la modération de l'inflation. À cela s'ajoutera un regain de confiance des entreprises lié aux récentes réformes structurelles. Toutefois, les indicateurs des intentions d'investissement ne laissent entrevoir qu'une reprise progressive. Les exportations commenceront aussi à s'accélérer à la faveur du redressement de l'économie mondiale et de la demande extérieure. Cela aidera à stabiliser le déficit de la balance courante à un peu plus de 3 % du PIB l'année prochaine.

L'incertitude sur la politique économique constitue encore un risque majeur

Un nouveau dérapage budgétaire compromettrait la reprise en limitant la marge d'assouplissement monétaire et en pesant sur la confiance. Si, en revanche, les dépenses et le déficit sont maîtrisés plus rapidement, cela renforcera probablement la confiance, ce qui redynamisera l'investissement et la consommation. On parviendrait au même résultat si d'autres mesures étaient appliquées sans délai, notamment une libéralisation plus poussée de l'investissement direct étranger et une réforme fiscale.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Inde », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-40-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.